



Février 2019

"La pierre la plus solide d'un édifice est la plus basse de la fondation".

VISITE "CATIMINI-STERIELLE"

Ce n'est qu'à la dernière minute que nous avons appris que Olivier DUSSOPT le secrétaire d'Etat auprès de Darmanin, se déplaçait au SIP de Nantes sud (Rezé), pour discuter de la mise en œuvre du PAS avec des agents et des entrepreneurs. Et ce n'était même pas une annonce "officielle" puisque ce sont des adhérents qui nous ont fait passer l'information !... alors que cette venue était connue depuis 2 jours...

Bref une bien étrange vision du dialogue social !

Pour autant, en cette période de congés scolaires, des militants ont assuré un service d'accueil.



A la demande des syndicats, une délégation à laquelle participait Chrystelle TONNELIER, secrétaire de la section FO DGFIP44, a ensuite été reçue par le chef de cabinet.

La discussion fut difficile car il est manifeste que nous ne parlons pas le même langage. Il est convaincu que le projet de réforme de la Fonction publique ne présente que des avantages, insistant à diverses reprises sur les millions mis sur la table pour assurer une mobilité réussie des fonctionnaires, notamment par le biais de formation "pendant lesquelles les fonctionnaires seront rémunérés". (Un minimum !!!)

Pour autant, FO a démontré que nos métiers nécessitent un niveau de technicité qui ne s'improvise pas en quelques semaines. FO a également évoqué des cas concrets (retards dans les SIP accentué par le PAS, surcharge de travail due également aux plate-formes téléphoniques dédiées uniquement au PAS en période de campagne des avis, effet boule de neige du retard dans nos réponses aux usagers qui du coup prennent notre attache par tous les canaux à leur disposition, etc...)

A l'annonce d'un échange avec un panel de 600 fonctionnaires d'État et territoriaux du 44, dans l'après-midi, FO s'est étonné qu'aucune information n'ait circulé à ce sujet à la DRFiP44. La directrice, interrogée plus tard par FO, a dit n'en rien savoir. Or, le Chef de Cabinet assurait qu'il n'y avait pas de restriction et que tout avait été organisé en totale transparence.

FO lui a répondu que d'autres agents de la DGFIP auraient voulu discuter de leur avenir, notamment ceux exerçant des missions concernées par la réforme, comme la Gestion publique, avec les agences comptables, des permanences

dans les MSAP, les camping-cars, ... De même pour la mission hospitalière, etc. FO a également insisté sur l'intérêt de la séparation ordonnateur/comptable. Vaste sujet qui n'a pas semblé le passionner. Et pour cause !

COUP DE COM AVANT COUP DE BALAI ?

Sur Ulysse national, ont été répertoriées les "citations" au sujet du PAS du Ministre DARMANIN dans lesquelles il remercie et félicite les agents des Finances publiques "qu'il s'agisse de ceux qui ont conçu la réforme comme ceux qui l'appliquent, ceux qui répondent au téléphone comme ceux qui répondent aux mails".

De la provocation sans nul doute et des propos qui occultent les nombreuses actions dans les DR/DDFiP! C'est par ailleurs le même ministre qui est à la manœuvre pour massacrer la DGFIP. Des actions vont vous être proposées par l'intersyndicale 44 qui se réunit le 26 février 2019.

ENSEMBLE DÉCRÉTONS L'ÉTAT D'URGENCE À LA DGFIP !

TRIPODE : VENEZ FAIRE DU BRUIT :

RAM-DAM

A l'occasion du 14^{ème} anniversaire de la destruction du TRIPODE, tous les agents qui se sentent concernés par les dangers liés à l'amiante, sont invités le mercredi 27 février à :

- 12H45 : rassemblement devant la DRFiP44 (Quai de Versailles),

- 13H10 : prises de paroles devant la Préfecture.

Pour que ce dossier aboutisse enfin, il a été décidé de se faire entendre : casseroles, tambours, sifflets. Il y aura également une guirlande de masques et combinaisons amiante et ballons blancs, et surtout de quoi faire du bruit.

IL N'Y A PAS QUE CHEZ NOUS !

Le 13 février 2019, les syndicats belges (qui réclament une hausse des salaires, une hausse des allocations et pensions, ainsi que de meilleures conditions de fin de carrière) ont appelé à la grève générale. La Belgique n'avait pas connu une telle mobilisation depuis 2014 : espace aérien fermé, transports perturbés, piquets de grèves dans tout le pays. Les administrations publiques, les transports, la poste, les écoles, les hôpitaux, la collecte des déchets mais aussi les entreprises et centres commerciaux étaient touchés.

A qui le tour ?